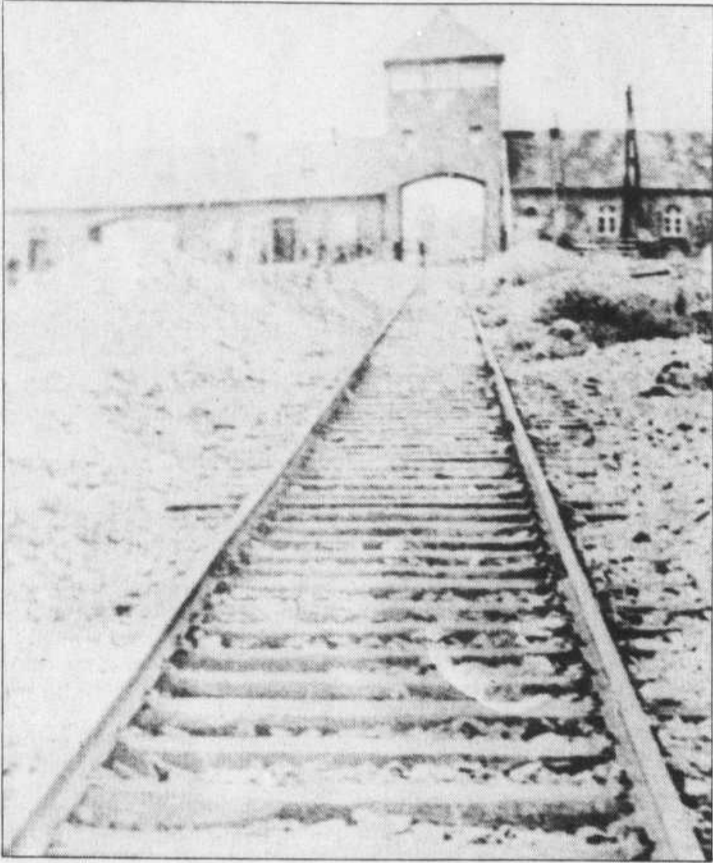


## Elles doivent quitter Auschwitz Le dialogue des carmélites est clos



La voie à sens unique qui menait au camp d'Auschwitz. Des milliers de Juifs y sont entrés mais très peu en sont ressortis contrairement aux religieuses qui occupent le Carmel dans l'enceinte de ce lieu de l'holocauste et qui devront partir d'ici 24 mois à la demande de la communauté juive internationale qui juge la présence des catholiques à cet endroit comme une profanation.

## « C'est le triomphe du dialogue » Victor Goldbloom n'a plus besoin de négociateur



M. Victor Goldbloom, président d'Amitié internationale juéo-chrétienne et aussi pdg du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs, ne sera plus tenu d'intervenir dans l'affaire du Carmel d'Auschwitz.

### MARIE LAURIER

Le Dr Victor Goldbloom qui devait se rendre le mois prochain en Pologne négocier la relocalisation d'un couvent de carmélites situé dans l'enceinte du camp de concentration d'Auschwitz, de triste mémoire, n'aura plus à traiter de ce sujet délicat. Un accord est en effet intervenu hier à Genève entre les dignitaires des confessions juive et catholique pour que le lieu de culte soit déménagé du site de l'holocauste d'ici deux ans.

À titre de président de l'organisme Amitié internationale juéo-chrétienne l'ancien ministre québécois, également président du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs a joué un modeste rôle « d'homme de dialogue », précise-t-il, dans la conduite de ce dossier. Ce dernier a pris, ces derniers mois, des proportions inquiétantes dans la communauté juive qui se scandalisait de la présence d'un couvent de religieuses catholiques sur un territoire qui fut le théâtre du plus horrible génocide de l'histoire.

Voir page 16 : Goldbloom

## Alerte en Israël Les Syriens sont entrés à Beyrouth

BEYROUTH (Reuter, AFP) — Plusieurs milliers de soldats syriens ont pénétré hier en fin de journée dans Beyrouth-Ouest pour tenter de mettre un terme aux combats entre milices rivales, conformément à un accord conclu vendredi à Damas par les dirigeants libanais musulmans.

L'intervention syrienne suscite toutefois de vives critiques du président Amine Gemayel et d'autres dirigeants chrétiens.

Le ministre israélien du Commerce et de l'Industrie, M. Ariel Sharon, a exigé, hier, en réunion hebdomadaire de cabinet un débat d'ur-

gence du gouvernement sur la situation créée par l'entrée des troupes syriennes, a-t-on appris de source officielle à Jérusalem.

Selon M. Sharon, « les Syriens ont ainsi bouleversé la situation au Liban et cela risque de provoquer une escalade des activités terroristes contre Israël ».

Le ministre de la Défense a déclaré que l'État hébreu préférerait voir les Syriens hors de Beyrouth, mais qu'Israël attendait de voir l'évolution de la situation avant de réagir.

Voir page 16 : Syriens

## La France épingle la tête d'Action Directe

### ■ Quatre chefs terroristes mis aux arrêts

PARIS (AFP, Reuter) — Le président français, M. François Mitterrand, et le premier ministre, M. Jacques Chirac, se sont félicités hier du coup porté contre le terrorisme, après l'arrestation de quatre dirigeants du mouvement clandestin d'extrême-gauche Action Directe.

Les quatre dirigeants de ce mouvement terroriste, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, ont été arrêtés tôt, hier matin, dans une ferme proche d'Orléans (100 km de Paris), prise d'assaut par plusieurs dizaines d'hommes d'une unité spéciale de la police, le RAID.

En perquisitionnant la ferme, les policiers ont découvert, selon des sources informées, de nombreux documents, dont certains proviennent de la serviette que portait avec lui l'ancien PDG de la firme automobile Renault, George Besse, le jour de son assassinat, le 17 novembre dernier, devant son domicile parisien.

L'assassinat avait été revendiqué formellement par Action Directe. Il avait été commis par deux femmes, selon les témoins, et les policiers soupçonnent les deux dirigeantes d'Action Directe arrêtées hier d'en être les auteurs.

Outre l'attentat contre George

Besse et l'assassinat en janvier 1985 de l'ingénieur général René Audran, responsable au ministère français de la Défense de ventes d'armes à l'étranger, Action Directe a revendiqué près de 80 attentats en France, dont 45 ces dernières années.

Au moment de leur arrestation, les dirigeants d'Action Directe préparaient apparemment d'autres actions terroristes. Jean-Marc Rouillan a, en effet, reconnu devant les policiers que le groupe envisageait d'enlever une personnalité afin d'exiger, en échange de sa libération, celle de Régis Schieicher, un militant d'Ac-

Voir page 16 : La France

### Les grands argentiers se mettent d'accord à Paris

## La chute du dollar doit s'arrêter

Réunis ce week-end au Palais du Louvre à Paris pour tenter de mettre un terme au désordre monétaire, les grands argentiers des États-Unis, de la France, de la RFA, du Japon, de la Grande-Bretagne et du Canada, ont estimé que « de nouvelles variations substantielles de leurs monnaies pourraient compromettre la croissance » de l'économie mondiale.

Conséquence principale attendue de cet accord : l'arrêt de la dégringolade du dollar depuis deux ans

face à toutes les monnaies mais surtout face au yen et au mark.

Le moment leur a semblé bien choisi : ils estiment que leurs monnaies sont parvenues dans des « bandes de fluctuation » (zones délimitées de flottement à la hausse ou à la baisse) qui sont « globalement compatibles » avec l'état de leurs économies.

L'accord du Louvre a pour but de stabiliser les taux de change « autour des niveaux actuels », 17 mois après

les accords du Plaza (septembre 85 à New York) qui visaient à faire baisser de façon ordonnée le dollar.

Après deux ans de chute du billet vert qui l'a vu perdre près de la moitié de sa valeur, les ministres des Finances et les présidents des banques centrales des États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, RFA, France et Canada, ont indiqué que les évolutions ont « désormais » conduit leurs monnaies dans des « bandes de fluctuation ».

Voir page 16 : La chute

### Des cibles aériennes refusent de les prendre

## « Réfugiés » cloués au sol

### ANGÈLE DAGENAIS

Vingt-trois latino-américains nouvellement arrivés, ont entrepris une grève illimitée de la faim à la Maison de l'Amitié, 120 rue Duluth est, à Montréal, en guise de protestation contre « la dureté » des mesures Bouchard annoncées vendredi et qui auront pour conséquence, prétendent-ils, de mettre en danger la vie de nombreux réfugiés latino-américains sans compter les déchirements familiaux qu'elles entraînent déjà pour plusieurs.

Elles ont eu déjà pour effet d'empêcher le départ d'immigrants chiliens débarqués à Buenos Aires et Sao Paulo où les compagnies aériennes Aerolineas Argentinas et Varig ont refusé de les prendre en raison des nouvelles dispositions du gouvernement canadien.

Ces mesures visent à filtrer par le biais d'un visa de séjour ou d'un visa de transit l'arrivée au pays de personnes qui réclament le statut de réfugié. La mesure empêchant la déportation d'individus vers certains pays à risque a également été abrogée par le ministre de l'Immigration, M. Benoît Bouchard, de même qu'a été abolie la liste permettant aux ressortissants du Chili, du Salvador, du Guatemala, du Sri Lanka, d'URSS, et d'Iran notamment, d'obtenir un permis de séjour assorti

Voir page 16 : « Réfugiés »



Photo Charlat Keyser

Un réfugié latino-américain gréviste de la faim absorbe une pincée de sel et le verre d'eau que lui tend une bénévole de la Maison de l'Amitié de Montréal. Une vingtaine de grévistes tendent d'alerter l'opinion publique aux conséquences dramatiques qu'auront les « mesures » Bouchard sur les réfugiés Chiliens, Salvadoriens et Guatémaltèques en particulier.

## Donald Regan sur le point de démissionner ?

WASHINGTON (AFP) — Les médias américains ont annoncé, hier, comme imminente la démission du secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, qui deviendrait la dernière victime à ce jour du scandale de l'irangate.

La chaîne de télévision NBC a indiqué dans la soirée que le président Ronald Reagan avait pris la décision de se séparer de M. Regan. Une source très haut placée ayant demandé l'anonymat a affirmé à la NBC que le secrétaire général quittera ses fonctions avant la fin de la semaine.

M. Regan est l'objet de nombreuses critiques de plusieurs bords depuis que l'affaire iranienne a éclaté,

Voir page 16 : Regan



Photo AP

Une colonne de véhicules syriens de transport de troupes avance sur une route de Khaleh en banlieue de Beyrouth. Plus de 4,000 soldats syriens se sont installés, hier, dans le secteur ouest de la ville.



## Quelles familles

### ROBERT LÉVESQUE envoyé spécial du DEVOIR

BERLIN-OUEST — Dans un monde éclaté comme celui de 1987, où même l'Union soviétique se désintéresse et s'entrouvre, peut-être que le réflexe des cinéastes, ces témoins, à quelque chose à voir avec la recherche centrifuge de l'environnement le plus restreint et le plus durable : la famille.

Réelle, celle du sang, ou fabriquée, celle des intérêts, la famille est du moins au centre des quatre premiers films de la compétition officielle de la Berlinale 87, que l'on a pu voir au Zoo-Palast samedi et hier. Quatre des 20 films qui aspirent à l'Ours d'or, le cinquième d'une course qui, pour l'instant, ne comprend pas de véritable aspirant à la victoire.

Que ce soit la famille tchécoslovaque de Vera Chytilova (son film : *Le Chalet des loups*), où une bande d'adolescents sont entraînés en haute montagne par un vieil homme qui leur suggère de l'appeler papa, et qui se révélera être un

Voir page 16 : Familles

### AU SOMMAIRE

#### OBJECTIF: TUER KADHAFI

L'objectif du raid américain d'avril dernier sur la Libye était de tuer Kadhafi affirme le *New York Times*. Page 4

#### LA RELANCE DE L'EST N'EST PAS MORTE

Le projet de zone d'entreprises dans l'Est de Montréal n'est pas mort, mais plus le temps passe, plus il risque de se diluer. Page 7

#### LE BRÉSIL ET SA DETTE

Le gouvernement Sarney se devait d'agir et il a fait son choix. Page 7

#### LE ROI DU POP-ART EST MORT

Andy Warhol s'est éteint, hier, à l'âge de 58 ans. Page 11

#### Le silencieux

« L'HOMME, selon Plaute, est un loup pour l'homme. » Il semble avoir ignoré que le loup, lui, n'est pas toujours affamé.

On ne peut pas plus soustraire du temps à l'éternité que de l'espace à l'infini, pas plus qu'on ne peut ajouter au rien et au vide.

Il y a un seul métier où, dans le contrat de travail, la clause de sécurité d'emploi est absolument inutile, et c'est le métier des armes.

Si les hommes ne s'aiment pas, ne serait-ce pas parce qu'on leur aurait dit qu'ils étaient tous frères ?

— ALBERT BRIE

# SANTEL

La plus importante compagnie privée de téléphone au Canada possède la réponse à tous vos besoins d'affaires

Ottawa (613) 596-0120; Québec (418) 687-4313; Chicoutimi (418) 548-8207; Trois-Rivières (819) 375-4110; Montréal (514) 738-8002

MONTREAL  
QUEBEC

TROIS-RIVIERES  
CHICOUTIMI

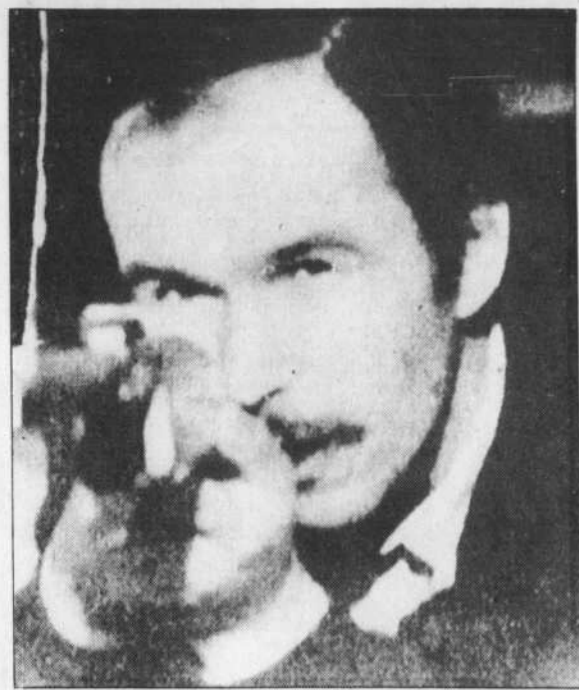
OTTAWA  
TORONTO

PETERBOROUGH  
CALGARY

VANCOUVER  
VICTORIA

POUR PETITES, MOYENNES OU GRANDES ENTREPRISES, LA FAMILLE OMEGA, AU SERVICE DE 60 MILLIONS DE PERSONNES, DANS 70 PAYS, DEPUIS PLUS DE 50 ANS

- Composition abrégée de 100 numéros par poste
- Composition main-libre
- Appel conférence
- Système de recherche de personnes par Intercom
- Musique en attente
- Restriction d'interurbain programmable sur chaque appareil
- Optionnel système comptabilité téléphonique



Jean-Marc Rouillan et Nathalie Manigon, au nombre des quatre dirigeants d'Action Directe, arrêtés près d'Orléans dans le coup de filet de la police française, hier.

## SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

### « Réfugiés »

d'un droit de travailler à leur arrivée au Canada.

La décision d'entreprendre cette grève de la faim fut prise par une vingtaine de réfugiés (auxquels se sont joints de nombreux sympathisants) au terme d'une assemblée d'information tenue samedi après-midi à l'église Saint-Thomas Apôtre, boulevard Saint-Laurent. Quelque 900 réfugiés nouvellement arrivés au pays y assistèrent dont 500 Latino-Américains.

Les réfugiés veulent, par ce geste de solidarité, éveiller l'opinion publique aux conséquences dramatiques que risquent d'avoir les mesures Bouchard sur les réfugiés en provenance notamment d'Amérique centrale et du Sud.

Un exemple concret s'est produit déjà vendredi dernier à Buenos Aires, explique le porte-parole de SOS Réfugiés, M. Juan Iturriaga. Une centaine de Chiliens retenus jusqu'à aujourd'hui dans un hôtel de Buenos Aires en attente d'un visa pour le Canada qu'ils n'auront peut-être jamais ou pas assez vite courent le danger imminent d'être déportés de l'Argentine vers le Chili.

Ces 106 personnes, explique-t-il, avaient payé leur billet et devaient prendre un vol de la compagnie *Aerolineas Argentinas* vers le Canada lorsqu'elles apprirent vendredi que la compagnie aérienne ne voulait plus les embarquer à la suite des mesures Bouchard, alors qu'il y avait encore un sursis de 48 heures avant que ne prennent effet les nouvelles directives de l'immigration canadienne. Il semble — mais nous n'avons pu confirmer auprès des compagnies sud-américaines — que les compagnies aériennes qui transporteront à bord de leurs vols à destination du Canada (ou qui font escale au Canada) des personnes dont les papiers ne seront pas jugés réglementaires ici auront à déboursier \$1000 d'amende par personne, par suite des mesures Bouchard. La compagnie *Aerolineas Argentinas* n'aurait donc pas pris de chance vendredi.

Un cas analogue à celui du vol de la compagnie argentine, impliquant une vingtaine de réfugiés chiliens, se serait produit cette fois à Sao Paulo avec la compagnie brésilienne *Varig*. Ici encore, les ressortissants chiliens auraient pu entrer au Canada sans visa, au cours de sursis de 48 heures, si la compagnie aérienne les avait embarqués à bord de son vol. Dans les deux cas, poursuit M. Iturriaga, ces Chiliens ont perdu leur chance d'entrer au Canada, ont sans doute aussi perdu leur billet d'avion et sont menacés de déportation vers le Chili.

Toujours selon les informations de Juan Iturriaga, ce réfugié chilien établi au Québec depuis de nombreuses années et maintenant au service des compagnies latino-américaines, l'ambassadeur du Canada en Argentine, Mme Louise Fréchette, n'attendrait qu'un télégramme d'Ottawa pour émettre un visa aux Chiliens « assis entre deux pays » qui attendent dans un hôtel de Buenos Aires. L'appel que Le DEVOIR a fait à Mme Fréchette à Buenos Aires ne nous a pas été retourné hier, jour de congé hebdomadaire. Aux Affaires Exté-

rieures à Ottawa, on ne semblait pas davantage saisi officiellement du problème.

Les cas de ces réfugiés qui ne peuvent plus entrer au pays par avion ne devraient pas faire oublier ceux qui arrivent par autobus ou voiture et qui sont refoyés en grand nombre depuis vendredi aux frontières américaines, souligne encore M. Iturriaga. Ces personnes devront attendre aux États-Unis qu'un arbitre canadien décide s'ils sont de véritables réfugiés.

Or, les Américains déportent sans vergogne les Latino-Américains vers leurs pays d'origine sans se soucier s'il est dangereux pour leur vie de les retourner chez eux, sait-on déjà. Un organisme crédible et compétent, engagé dans le soutien des réfugiés aux États-Unis, le Comité Inter-Églises pour les réfugiés, soutient même que les États-Unis déportent de force plus de 400 Salvadoriens par mois vers leur pays d'origine.

Le ministre Bouchard a affirmé vendredi que les Américains, en vertu d'une « vieille entente canado-américaine », ne déporteraient pas les Latino-Américains qui auront fait une demande d'asile au Canada, mais personne ne semble le croire dans la communauté latino-américaine montréalaise. Le processus de déportation est infiniment plus expéditif aux États-Unis qu'il ne l'est ici et plusieurs se demandent si les autorités américaines prendront la peine de vérifier minutieusement ou en sont rendus leurs homologues canadiens dans leur appréciation de la demande d'un réfugié avant de le retourner dans son pays d'origine.

Le cas pathétique d'une réfugiée chilienne arrivée la semaine dernière avec ses deux fillettes de 2 ans et 7 ans, nous était signalé hier à la Maison de l'Amitié. Le mari de cette femme qui n'a pu prendre le même vol qu'elle est maintenant immobilisé à Miami, sans visa, et menacé de déportation vers son pays d'origine puisqu'il n'a pas de papier pour les États-Unis, pays qui n'était pas sa destination. Cette infirmité de 33 ans dont le mari est recherché au Chili pour action politique dans un parti d'opposition, est complètement désespérée et inconsolable; de même cet autre citoyen canadien d'origine sud-américaine qui a contracté un emprunt de \$15.000 pour payer et expédier en Amérique du Sud les billets d'avion à six membres de sa famille qui ne peuvent plus aujourd'hui entrer au pays...

### Goldbloom

toire. Cette affaire vigoureusement dénoncée par la communauté juive, notamment celle de Belgique qui menait une campagne de protestation acharnée depuis 1985 contre le Carmel d'Auschwitz menaçait de détériorer gravement les relations de bonne entente entre les catholiques et les juifs.

En apprenant par LE DEVOIR hier que la rencontre inter-confessionnelle de Genève avait porté fruit, M. Victor Goldbloom a réagi ainsi: « Je ne peux que me réjouir de cette bonne nouvelle que vous m'apprenez. Pour moi dont la profession a toujours été le dialogue, j'estime que c'est justement le triomphe du dialogue ».

Quoi qu'il en soit, M. Goldbloom n'écarte pas son intention de rencontrer le cardinal François Macharski, de Cracovie le mois prochain avec qui il a entretenu une correspondance sur le problème du Carmel, non plus qu'il renonce à visiter le camp d'Auschwitz. « Dès demain

(lundi), nous dit M. Goldbloom, j'entrerai en contact avec mon secrétaire général et nous discuterons de cette nouvelle situation. Mais ce dossier au dénouement heureux n'est pas le seul but de mon voyage. Cette visite en Pologne au mois de mars était prévue à mon itinéraire avant de me rendre président d'une réunion de l'exécutif d'Amitié internationale judéo-chrétienne à Heppenheim, en Allemagne de l'ouest ».

Depuis octobre 1984, l'érection d'un Couvent de carmélites à Auschwitz encouragée par les autorités catholiques polonaises a provoqué la réprobation de la communauté juive du monde entier et M. Goldbloom fut l'un des médiateurs auprès du cardinal Macharski pour que non seulement l'on consente à relocaliser le couvent mais que l'on renonce à son agrandissement.

Les Juifs considéraient la présence de ce cloître à Auschwitz comme une véritable profanation et ils ont entrepris une vive campagne de protestation auprès des autorités catholiques de Pologne et de Rome, notamment les cardinaux Macharski, de Cracovie et Glomp de Varsovie pour que les religieuses quittent les lieux dans le plus bref délai, ou à tout le moins déménagent leurs pénates.

Ce tristement célèbre site de l'Holocauste où furent exterminés des millions de Juifs durant la dernière guerre ne convenait nullement à une maison de prière, le silence étant la seule attitude qui convienne dans les circonstances, soutenaient-ils. La communauté juive de Belgique s'est faite la plus virilente et insistante pour que les religieuses quittent le camp d'Auschwitz, « symbole de la Shoah », et c'est elle qui en décembre 1985 alertait l'ensemble du peuple juif. Depuis ce temps, dans chacun des numéros de la revue bimensuelle *Regards*, organe juif belge, on revenait à la charge pour que l'Église catholique intervienne et cesse sa provocation, trouve un autre endroit pour le Carmel dont l'installation devait être « provisoire ».

M. Victor Goldbloom fut reconnu comme un interlocuteur respecté et prestigieux dans cette affaire douloureuse qui a heurté la sensibilité du peuple juif, risquant de compromettre le rapprochement entre Juifs et Chrétiens. Joint à son bureau de Toronto la veille de la rencontre de Genève, il exprimait ainsi son sentiment face à l'ingratitude de la présence d'un Carmel à Auschwitz. « Je suis obligé d'admettre que cette question est dramatique et fort délicate mais elle intéresse toutes les communautés juives du monde entier ». À deux reprises, le président d'Amitié internationale judéo-chrétienne a intercedé par écrit auprès du cardinal Macharski et il avait l'intention d'en saisir le cardinal Josef Glomp de Varsovie.

Des photos reproduites dans la revue *Regards* montrent que le Carmel fait partie intégrante du camp de concentration d'Auschwitz. D'après des survivants de l'Holocauste, l'immeuble aurait même servi d'entrepôt pour les gaz toxiques et les vêtements des gazés du génocide.

« Je veux souligner avec insistance que je n'ai jamais mis en doute la bonne foi du cardinal Macharski », nous confiait aussi M. Goldbloom qui ne se départit jamais de la prudence, de la courtoisie, de la diplomatie, bref des qualités qu'on lui a connues pendant ses quatorze ans de vie politique au Québec. Et le résultat de la rencontre inter-confessionnelle de Genève à laquelle participaient le prélat de Cracovie ainsi que les cardinaux français Jean-Marie Lustiger et Albert Decourtray, vient confirmer l'efficacité du dialogue qu'ils ont eu avec le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat. Ce dernier a exprimé sa satisfaction au sortir d'une réunion de sept heures sur ce qu'il est convenu d'appeler désormais « l'accord d'Auschwitz ». « Je pense que nous avons fait un bon bout de chemin », a déclaré le rabbin aux journalistes. Le président de la réunion, M. Theo Klein a pour sa part précisé: « Nous aurions aimé un délai plus court mais il nous a fallu être réalistes, et nous ne demandons pas que les Carmélites soient jetées dans la rue ».

En effet, la communauté juive n'exigeait pas nécessairement le départ des Carmélites mais au moins une relocalisation de leur couvent qui abrite présentement une dizaine de religieuses et que l'on songeait même à agrandir pour en accueillir le double. En vertu de l'entente genevoise, un nouvel endroit situé dans un centre judéo-chrétien, « aux environs d'Auschwitz » devrait pouvoir accueillir les religieuses d'ici 24 mois. Une proposition que M. Goldbloom avait déjà faite aux autorités catholiques polonaises.

Au cours de son passage en Po-

### La France

tion Directe emprisonné depuis mars 1984. Ce dernier est inculpé d'homicide volontaire dans « l'affaire de la rue Trudaine », où deux policiers avaient été tués à Paris, en mars 1983, par des membres d'Action Directe.

Dans la ferme où vivaient depuis près de trois ans Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, les policiers ont en effet découvert une salle aménagée en « prison populaire », en prévision de la personnalité qui devait y être sequestrée, puis « jugée ».

On ignore si la personnalité que le groupe projetait d'enlever avait déjà été choisie, mais les enquêteurs ont trouvé dans la ferme des listes de personnalités politiques, économiques et de la presse, considérées comme des cibles éventuelles tant pour des assassinats que pour des enlèvements. Parmi ces noms figure celui du magnat de la presse française, M. Robert Hersant, également député de droite.

Les policiers ont également trouvé beaucoup d'argent — dont le montant n'a pas été précisé — en devises françaises et étrangères, et un important arsenal dont un fusil d'assaut

logne où il se rendra pour la première fois, M. Goldbloom qui à 63 ans poursuit une troisième carrière — il fut auparavant médecin et député-ministre — explorera la possibilité de la tenue dans ce pays d'un colloque judéo-chrétien, de même nature que celui de Budapest l'automne dernier, lequel avait réuni des juifs et des chrétiens venant de six pays de l'Europe socialiste et de neuf pays du monde occidental.

### Familles

méchant extra-terrestre devant lequel, pour échapper à son emprise et celle du mal, ils découvriront la solidarité en se sauvant; que ce soit la famille française de Claude Chabrol (*Masques*), où une racaille se ramasse autour d'une vedette de la télé qui, derrière sa belle image, escroque une pauvre jeune fille riche qui possède des Monet; que ce soit la famille américaine de Tom Moore et Marsha Norman (*Night, Mother*), où mère et fille s'affrontent devant le suicide annoncé de celle-ci, ou ce soit la famille soviétique d'Alexandre Sokourov (*L'insensibilité chagrine*), où l'un voit sombrer une sorte de version apocalyptique de la famille de *La Cerisaie* de Tchekhov, il y a, chez les quatre premiers auteurs de Berlin, une sorte d'appel vers un huis clos qui voudrait répondre de l'état devenu incontrôlable du monde.

Chez chacun de ces quatre cinéastes n'est apparu, cependant, une maîtrise évidente du sujet et des moyens de le fixer. Même le vieux Chabrol, dont c'est le 35e film, goguenard toujours, mais de moins en moins cynique du regard, ne parvient pas à donner autre chose qu'un film racoleur et lâchement ficelé. Lui, et Robin Renucci, et une débutante du nom d'Anne Brochet (à retenir), ont été les seuls à donner une bonne performance en conférence de presse, les photographes n'ont travaillé que pour eux jusqu'ici, mais *Masques* déçoit. On est loin du Chabrol du *Bouche*, et ce désir grandissant de se coller à Hitchcock lui joue des tours. N'est pas Hitch qui veut!

Dans *Masques*, qui est quand même le film le mieux accueilli jusqu'ici à la Berlinale, Chabrol brosse un peu trop à gros traits le personnage de l'animateur-vedette qui plane sur un quizz destiné aux téléspectateurs de l'âge d'or, et qui a rassemblée dans son manoir un aéropage d'escrocs d'allure moyenne qui l'aide à trafiquer l'héritage de sa filleule orpheline. Philippe Noiret, qui peut faire tellement mieux, donne l'impression de n'avoir pas pris ce boulot au sérieux sur la route de sa carrière. Mais Renucci est très correct. On avait vu Newman-Cruise pour le film d'ouverture, voici Noiret-Renucci: la formule du mariage jeune loup-vieux routier fait son chemin.

Vera Chytilova était attendue à Berlin. En 77, en de ses films (*Le jeu de la pomme*) avait été retiré de la compétition en dernière minute sur ordre du gouvernement de Prague. C'était la première fois qu'elle venait présenter un de ses films à Berlin. La Vera Chytilova de 87 n'est plus celle des *Petites Marguerites*. Elle a affiché à Berlin l'attitude d'une cinéaste des pays de l'Est rentrée dans le rang. En conférence de presse, elle a nié sa réputation de cinéaste féministe. « J'ai fait des films dont le premier rôle était celui d'une femme, c'est tout », a-t-elle dit, nerveuse, parce que son film, une métaphore malhabile et moralisante sur la solidarité à apprendre aux jeunes, véritable pensum pour elle comme pour le public, n'a pas marché au Zoo-Palast qui s'est vidé. Quelqu'un lui a lancé en conférence de presse: c'est du cinéma de seconde main! La famille de Chytilova, sur fond de science-fiction, aux prises avec un « père » extra-terrestre, c'est peut-être une métaphore sur l'envahisseur qui sépare, mais quand la métaphore est si gauche, bonjour le message!

Tom Moore est un metteur en scène de théâtre. Il avait monté à l'American Repertory Theater, à Boston, la création de *Night, Mother*, de Marsha Norman, qui gagna un Pulitzer pour ce drame joué dans le temps réel, de 6 h 05 à 7 h 43, où Jessie (Sissy Spacek) dit à sa mère (Anne Bancroft) qu'elle va se suicider, et où elle le fait. En transposant à l'écran cet affrontement filial, Tom Moore signe son premier film. Et il faut dire qu'il n'est pas très doué pour ça. On lui a demandé pourquoi, en conférence de presse, s'il aimait Bergman. Un tel drame intimiste, à l'écran, appelle un travail placé dans la lignée du maître suédois, et c'est ce qui manque à *Night, Mother*. Bancroft n'est pas à son meilleur (Moore a dit qu'il regrettait les pauses du week-end lors du tournage, parce qu'au retour Mme Bancroft sentait son lundi matin), mais

volé lors du cambriolage d'une caserne en Belgique, 30 kg d'explosifs, 80 détonateurs, des armes diverses et du matériel d'écoute ultra-moderne.

Les policiers attendent beaucoup de l'examen des armes pour déterminer les responsabilités d'Action Directe, notamment dans l'assassinat de George Besse.

Il s'agit d'un « remarquable succès », affirme le président socialiste dans un message adressé au premier ministre néo-gaulliste, M. Jacques Chirac, et d'« un précieux encouragement pour intensifier la lutte contre le terrorisme ». Les deux hommes, qui vivent depuis près d'un an une cohabitation plus ou moins aisée à la tête de l'État, trouvent là un point d'accord, de même qu'ils avaient fait front commun lors de la vague d'attentats à Paris en septembre dernier.

L'opposition socialiste a également exprimé sa satisfaction devant « ce beau coup de filet », manifestant ainsi la cohésion de la classe politique française contre le terrorisme.

Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a souligné le « magnifique succès de la lutte anti-terroriste », mais a ajouté que le PDG de la

Régie Renault Georges Besse « ne serait pas mort » si les membres d'AD n'avaient pas été en liberté. Il a estimé que les gouvernements de gauche précédents avaient conduit une « politique trop complaisante à l'égard des terroristes ».

Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, a estimé pour sa part, au cours de l'émission « Le club de la presse d'Europe 1 » que « l'amnistie de 1981 aurait dû être tout à fait écartée ». « La logique, c'était de penser que le danger n'existait plus, puisqu'on se trouvait dans le socialisme ces gens n'auraient plus envie de s'attaquer à notre société », a-t-elle ajouté, « cela fait partie tout à fait des illusions sur ce que représentait le terrorisme d'Action Directe et tous les mouvements terroristes de cette époque ».

« L'amnistie, c'est une tradition à l'occasion d'une élection présidentielle, essentiellement liée à la durée de la peine », a expliqué le député socialiste Louis Mercier, invité du « Forum FR3-RMC ». Il a cependant ajouté qu'« à ce moment-là, ils ne s'étaient pas révélés aussi malveillants que depuis. Évidemment, si c'était à refaire, nous y regarderions certainement à deux fois ».

ou les mois qui viennent », a-t-il dit.

Le Canada juge sa politique actuelle, et notamment son projet de réforme fiscale, « tout à fait dans la ligne » des décisions prises par les Six à Paris, a ajouté M. Wilson.

De son côté, le ministre français de l'Économie, M. Edouard Balladur, s'est déclaré « confiant dans la capacité des autorités monétaires à prendre les dispositions nécessaires, pour favoriser la stabilisation des parités actuelles ».

Le ministre ouest-allemand Gerhard Stoltenberg a expliqué que « la réunion a été une rencontre couronnée de succès grâce à des préparatifs minutieux ». « Je trouve important que nous n'ayons pas seulement procédé à une analyse, mais que nous en ayons tiré certaines conséquences pour notre politique », a-t-il souligné.

### Syriens

À Beyrouth, plus de 60 chars syriens amphibie de fabrication soviétique, une dizaine de transports de troupes et quelque 70 camions, dont une quarantaine remorquant des mortiers de 120mm, ont pénétré dans Beyrouth-Ouest, venant du carrefour de Khalde, à une dizaine de kilomètres au sud de la capitale.

Des chars syriens, arborant le portrait du président Hafez el Assad ont pris position autour de l'aéroport de Beyrouth, paralysés depuis trois semaines.

Dans Beyrouth-Ouest, les militaires avaient déserté les rues, laissant derrière eux un paysage de débris de maçonnerie et de verre et de câbles tombés à terre après une semaine de combats qui ont fait quelque 200 morts et 500 blessés.

Apparavant, le général de brigade Ghazi Kanaan, chef des services de renseignement syriens au Liban, avait lancé un appel à la radio, invitant les militaires à évacuer les rues et à libérer tous leurs prisonniers.

Kanaan, qui accompagnait les forces syriennes à leur entrée dans la ville, a déclaré aux journalistes que la force syrienne allait patrouiller les grands axes et les principaux carrefours « afin de prendre pour de bon le contrôle de la sécurité à Beyrouth-Ouest ».

### Regan

au mois de novembre dernier. Certains proches du président lui reprochent la façon dont il s'est occupé de cette affaire et son incapacité à en dégager le président.

Le principal opposant au secrétaire général est Mme Nancy Reagan elle-même, selon des sources proches de l'épouse du président. Leurs divergences ont même amené M. Regan à raccrocher par deux fois au nez de Mme Reagan, selon certaines informations.

La chaîne ABC a elle aussi annoncé l'imminence de la démission de M. Regan, et le Washington Post a titré un encadré à la une de son édition dominicale « Regan semble avoir perdu la bataille pour sa place ».

Certaines sources laissent entendre que M. Regan, qui a fait une brillante carrière à Wall Street avant de devenir secrétaire au Trésor pendant le premier mandat du président Reagan et de prendre en main le secrétariat général de la Maison Blanche en 1985, aurait tenté de maquiller les activités de la Maison Blanche dans l'affaire iraniennne.

« Donald Regan avait donné pour consigne: il faut protéger le président », écrit Newsweek dans sa dernière livraison. L'hebdomadaire précise qu'à la suite de cette consigne le lieutenant-colonel Oliver North et ses collègues dans l'affaire iraniennne ont essayé d'aménager les archives concernant les négociations complexes avec les Iraniens et de préparer une chronologie qui minimiserait le rôle de Ronald Reagan.

Le maquillage ou la destruction de documents ayant trait à l'affaire, auxquels se serait livré le lieutenant-colonel North, selon le témoignage de sa propre secrétaire citée par le Washington Post, seraient des actes criminels.

Tout cela a créé une controverse qui en est peut-être arrivée « à un point insupportable » pour M. Donald Regan, estime l'ex-porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, qui n'a pas exclu lui non plus la démission de son ancien supérieur.

Plusieurs sources ont indiqué que Mme Nancy Reagan avait appelé ses amis pour leur demander conseil dans cette affaire et c'est un proche du couple présidentiel, l'ancien secrétaire aux Transports Drew Lewis, qui est cité le plus souvent comme favori pour succéder à M. Donald Regan.

## AUJOURD'HUI

Dernière d'une série de six rencontres consacrées aux exercices spirituels de saint Ignace, avec le père Florian Lavière, jésuite, ce soir à 19 h 30 au Gesù (1200, rue de Bleury - métro Place-des-Arts), 866-2305.

Atelier sur la culture juive, les lundis de 19 h à 22 h du 23 février au 23 mars, au Centre interculturel Monchanin (4917, rue Saint-Urbain, angle Saint-Joseph), 288-7229.

Stage d'instructeur de tennis offert par le service des sports et loisirs de la Ville de Montréal les 27, 28 février et 1er mars. On doit s'inscrire au complexe sportif Claude-Robillard : 872-6799.

Spectacle de théâtre pour enfants: *Des masques et vous*, aujourd'hui à 14 h à la salle d'activités de la bibliothèque municipale de Saint-Léonard (8420, boulevard Lacordaire), 328-8585.

Le centre d'éducation La Marie debout (562, rue Leclaire) offre aujourd'hui un déjeuner-causerie avec Muriel Pronovost, qui parlera de la vidéo *Quel numéro ? / What number ?*; possibilité de

garderie, 255-1304.

Le Club des lecteurs de la bibliothèque municipale de Longueuil invite le public à une discussion portant sur l'oeuvre de Claude Jasmin, ce soir à 19 h 30 au 100, rue Saint-Laurent ouest, 646-8633.

La résidence Armand-Lavergne (3500, rue Chapleau) est à la recherche d'accompagnateurs auprès des personnes âgées lors de leurs visites à l'hôpital, chez le médecin, etc. 527-8921, poste 159.

Conférence médicale prononcée par le docteur Peter J.A. Davies, du Texas, aujourd'hui à 11 h 30 à l'auditorium Jacques-Genest de l'Institut de recherches cliniques de Montréal (110, avenue des Pins ouest), 842-1481.

Collectes de sang de la Croix-Rouge: à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, salle du conseil du pavillon Maisonneuve, porte 01 (5415, boulevard de l'Assomption), de 9 h 30 à 16 h 30; à Dorion, à l'auberge Vaudreuil (84, boulevard Harwood), de 14 h 45 à 20 h 30; à Sainte-Thérèse de Blainville, plaza Sainte-Thérèse (300, rue Sicard), de 10 h 30 à 20 h 30.